

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1912.

1^o Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi sur les pensions de vieillesse.

2^o Proposition de loi modifiant les lois des 10 mai 1900 et 20 août 1903
sur les pensions de vieillesse (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

Les auteurs des deux propositions poursuivent le même but : prolonger la période transitoire visée par l'article 9 de la loi du 10 mai 1900.

En effet la loi de 1900 accordait l'allocation de 65 francs aux travailleurs nés le 1^{er} janvier 1843 au 31 décembre 1845, pourvu qu'ils eussent effectué à la Caisse de retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs et formant un total de 18 francs (3).

Les ouvriers âgés de 55 à 58 ans voyaient donc leurs efforts doublement encouragés, d'abord par les subsides ordinaires qui devaient augmenter l'effet utile de leurs versements. Le législateur, de plus, reconnaissait et récompensait l'acte de prévoyance en augmentant la pension obtenue au moyen des versements par l'allocation gratuite de 65 francs.

(1) Propositions de loi, n^{os} 169 de la session de 1910-1911 et 48.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooremans, était composée de MM. Van Marcke, Gillès de Pelichy, Melot, Denis, Versteyleu, Moyersoen.

(3) ART. 9. — Une allocation annuelle de 65 francs sera accordée à tout ouvrier ou ancien ouvrier belge, ayant une résidence en Belgique, âgé de 65 ans au 1^{er} janvier 1901 et se trouvant dans le besoin.

Sont admis, dans les mêmes conditions, à jouir de cette allocation, au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 65 ans, les travailleurs âgés d'au moins 55 ans à la date du 1^{er} janvier 1901 ;

Toutefois, les intéressés qui auront à cette dernière date moins de 58 ans accomplis seront exclus du bénéfice de l'allocation si, pendant une période de trois ans au moins, ils n'ont effectué à la caisse générale de retraite, des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les statistiques de la Caisse générale de retraite pour se convaincre que ces encouragements ont stimulé les ouvriers nés pendant la période déterminée.

Plusieurs cependant, comptant sur la réalisation de promesses fallacieuses, croyant bien que la loi serait bientôt modifiée et ne subordonnerait l'octroi des 63 francs à aucun versement personnel, laissèrent passer le temps en négligeant de faire les premiers versements.

Les mutualités furent saisies de leurs doléances et se firent l'écho de leurs réclamations.

Sans modifier la loi dans ses dispositions essentielles, il était possible de donner satisfaction aux intéressés en supprimant la déchéance résultant du fait de n'avoir pas commencé les versements au moins trois années avant la date où ils compteraient 63 ans d'âge, c'est ce que fit une circulaire du Ministre de l'industrie et du travail du 15 décembre 1911, qui décide que :

Les vieillards nés en 1843, 1844 et 1845 qui n'ont encore effectué aucun versement à la caisse générale de retraite ou qui ont opéré des versements insuffisants en vue de constituer le minimum de 18 francs prévu par l'article 9 de la loi du 10 mai 1900, serait admis jusqu'au 10 décembre prochain à verser en une fois la somme dont il s'agit ou à la parfaire.

Les versements inscrits au nom de ces affiliés seront répartis sur trois années par les soins de la caisse générale de retraite.

Les certificats qui seront délivrés par ladite caisse ne mentionneront pas toujours que le minimum de 18 francs a été constitué conformément aux prescriptions légales : ils n'indiqueront souvent que le montant et la date des différents versements — il y aura lieu alors de soumettre chaque cas à un examen spécial.

Ainsi : une somme de 18 francs versée en 1910, sera répartie sur les années 1909, 1910 et 1911, et l'allocation pourra être accordée en 1912.

Un versement unique de 18 francs, effectué en 1911, sera réparti sur les années 1910, 1911 et 1912 et pourra être invoqué à l'appui d'une demande d'allocation pour 1913.

Celui qui aura versé 6 francs en 1910 et 12 francs en 1911, pourra bénéficier de l'allocation en 1912, le versement de 6 francs étant réparti sur les années 1908 et 1910.

Cette énumération n'est pas limitative. Dans les cas douteux, il est toujours loisible aux comités d'en référer au département avant de prendre une décision.

Cette circulaire améliore incontestablement le régime transitoire, mais elle ne favorise que ceux qui déjà étaient dans les conditions d'âge, prévues par la loi ; les autres, ceux nés après 1845, restaient exclus.

En observant ces faits, deux questions se posent :

Le législateur a-t-il bien fait de limiter la période transitoire à la date inscrite dans la loi ?

Si, conséquent avec les principes de la loi, il fait bien de limiter l'allocation gratuite à ceux qui n'étaient plus capables de faire eux-mêmes cette pension, ne devait-il pas tenir compte du plus ou moins de difficultés que peuvent rencontrer ces intéressés ?

Et n'aurait-il pas dû graduer l'importance de l'allocation d'après l'âge des titulaires du livret?

L'examen des propositions dont la section est saisie nous permettra de répondre aux deux questions posées.

* * *

Il semble donc aux auteurs des deux propositions dont la section centrale est saisie, que la période transitoire est trop courte, et qu'il est urgent de l'étendre à une nouvelle catégorie de vieillards.

L'ouvrier né de 1843 à 1845 voit sa pension augmentée d'une somme de 65 francs alors que l'ouvrier né en 1846 ne reçoit plus rien et ne peut compter que sur son seul effort. Pour se créer la même pension que son aîné d'un an, il devra faire un sacrifice que le plus souvent il est incapable de réaliser.

Dès 1900, on a fait remarquer que la date précise fixée pour cette allocation de 65 francs inscrite dans la disposition transitoire ne saurait résister à l'assaut que lui feraient ceux qui n'avaient pas voulu ou peut-être pas su faire les versements dont la loi faisait la condition de l'octroi de l'allocation.

D'aucuns ont été jusqu'à dire que cette allocation énervait le principe même de la loi. Ils prévoyaient que cette pension gratuite, qu'on donnait à ceux qui ne faisaient aucun effort personnel, découragerait ceux qui auraient voulu faire cet effort pour se créer une pension.

Elle donnait des armes à ceux qui, adversaires du principe de la loi et partisans de la pension obligatoire et gratuite, prétendaient que l'État était obligé de pensionner les ouvriers, et que le principe de l'allocation gratuite inscrite dans la période transitoire n'était qu'un premier pas vers la gratuité générale à charge de l'État et des patrons.

Il est évident, pour tous ceux qui se sont occupés activement de faire connaître, apprécier et appliquer la loi de 1900, que ces objections ont été à la base de toute l'argumentation des adversaires de la loi de 1900, et que beaucoup de ceux qui ont négligé de bénéficier des faveurs écrites dans la loi, ont été entraînés ou suggestionnés par ces controverses.

D'autre part, le nombre des affiliés nés en 1844 et 1845 se montant à 42,652, il est manifeste que la perspective de toucher l'allocation de 65 francs a influencé beaucoup d'ouvriers et les a incités à faire l'effort que la loi demandait d'eux.

L'article unique de la proposition de M. May porte :

« Une allocation annuelle de 65 francs sera accordée à tout ouvrier ou ancien ouvrier belge, ayant une résidence en Belgique, âgé de 65 ans, et se trouvant dans le besoin. »

Les auteurs de la proposition maintiennent le quantum de l'allocation la notion de l'ouvrier manuel et la notion du besoin.

Discutée dans les sections, cette proposition a été combattue pour les raisons que nous exposons plus haut. On a fait remarquer qu'en limitant les effets de la loi aux ouvriers et aux ouvriers seuls, on ne vient en aide qu'aux

ouvriers manuels, ce qui n'est pas juste, puisque il y a des miséreux très intéressants dans toutes les carrières. D'autre part, en limitant la faveur de la loi à ceux nés en 1846, on donne à ceux-ci un privilège qui ne s'explique et ne se justifie point.

Enfin, en supprimant la condition imposée aux bénéficiaires, nés de 1843 à 1845, d'avoir versé en trois ans 18 francs à la Caisse de retraite, elle suppose la renonciation au principe de la substitution graduelle de l'assurance et de la prévoyance à l'assistance, aux dons purement gratuits de l'État dans la constitution des pensions.

Cette proposition a été rejetée par les sections (4 sur 6).

La proposition Moeyersoën a été renvoyée directement à la section centrale chargée d'examiner la proposition May ; elle porte :

« Une allocation annuelle de 65 francs sera accordée à *tous les Belges* ayant une résidence en Belgique, nés avant le 1^{er} janvier 1843 et se trouvant dans le besoin.

» Sont admis dans les mêmes conditions à jouir de cette allocation, ceux qui, nés du 1^{er} janvier 1843 au 31 décembre 1845, auront effectué à la Caisse générale de retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs.

» Une allocation annuelle sera allouée également à tous les Belges satisfaisant aux mêmes conditions de résidence et de besoin, nés après le 31 décembre 1845 et admis le 1^{er} janvier 1871.

» Elle leur sera allouée à l'âge de 65 ans à la condition que, depuis l'année courante, ils aient effectué à la Caisse générale de retraite des versements annuels réguliers de 6 francs au moins.

» Cette allocation s'élèvera à 65 francs pour les personnes nées du 1^{er} janvier 1846 au 31 décembre 1849.

A 60 francs pour celles nées du 1^{er} janvier 1850 au 31 décembre 1853.

A 55 — — — — — 1854 — 1857.

A 50 — — — — — 1858 — 1861.

A 45 — — — — — 1862 — 1865.

A 40 — — — — — 1866 — 1869.

A 35 — — — en 1870.

» Elle sera réduite de 3 francs pour chacune des années pendant lesquelles le versement ci-dessus prescrit n'aura pas été effectué. »

Cette proposition est plus générale en ce sens qu'elle ne fait aucune distinction entre les Belges.

Quiconque est dans le besoin est appelé à en bénéficier.

* * *

Certains membres ont contesté l'utilité de voter des solutions provisoires, surtout, disent-ils, si, comme la proposition de M. Moeyersoën et ses amis, elle est de nature à établir un régime pour une durée indéterminée. Dans l'état actuel de la question il leur semble qu'il suffirait d'un effort viril de la Chambre pour voter une loi définitive.

Nous croyons que c'est se faire illusion. On ne peut espérer cet effort à la veille d'une dissolution, alors qu'on voit que des discussions interminables empêcheront même l'examen sérieux des budgets.

Encore s'il était vrai de dire qu'il y a accord sur les principes fondamentaux d'une nouvelle loi, mais nous sommes loin de cet accord.

Il suffit de lire les diverses propositions dont la Chambre est saisie.

Nous ne citons que pour mémoire la proposition Warocqué-Boël dont il a été déjà question lors de la discussion de la loi réglant la pension des mineurs.

Le 31 mars 1911, l'honorable M. May, invoquant la solidarité nationale, propose de donner à tout sujet belge, remplissant certaines conditions de résidence et de moralité, âgé de 65 ans, et dont les ressources n'excèdent pas 360 francs une pension de 360 francs par an à charge du Trésor public.

Les journaux nous annoncent une proposition due à l'initiative de MM. de Lalioux, de Wouters. Huyshauwer et consorts instaurant un régime de pension pour tous les ouvriers et ouvrières au moyen de versements obligatoires qui ne peuvent être inférieurs à 12 francs ni à 2 p. c. des salaires.

La première établit le système de la pension gratuite, elle est manifestement inspirée par la loi anglaise de 1908.

La seconde est basée sur l'obligation et maintient l'intervention de l'État, du patron et de l'ouvrier.

Ces principes doivent fatalement donner lieu à de très longues discussions.

La loi de 1900 en inscrivait l'obligation pour l'État seul. Elle inscrit le devoir de solidarité pour la collectivité, l'État; elle compte laisser la liberté à l'ouvrier et au patron. Elle tient compte de l'éducation de la prévoyance, et elle a attaché grande importance à l'effort personnel essentiellement moralisateur. Elle veut encourager cet effort.

Avec le système gratuit, avec l'obligation, on supprime tout effort, elle manque le but moralisateur.

Beaucoup ne s'y rallieront que si la faillite de la liberté subsidiée sera manifestement prouvée.

Cette faillite est-elle, peut-elle être reconnue?

Peut-on affirmer qu'on trouverait dans la Chambre actuelle une majorité qui condamne définitivement la loi de 1900 qui nous régit? Nous ne le croyons pas.

Certes on peut dire que la loi n'a pas donné tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre, mais de là, à nier ses résultats bienfaisants il y a loin.

L'exemple des autres pays est là pour nous mettre en garde contre les idées préconçues.

L'opinion publique, en Hollande, n'a-t-elle pas fait tomber le projet si laborieusement conçu, par un gouvernement qui croyait pouvoir marcher sur les traces de l'Allemagne?

Ne voyons nous pas en Suisse la loi du 15 juin 1911 consacrer le triomphe de la mutualité librement organisée?

En Angleterre, l'expérience n'a pas été favorable à la loi radicale de 1908 et nous voyons le même ministre qui a fait voter cette loi de bienfaisance,

proposer une nouvelle loi, portant sur toutes les matières de la prévoyance et prenant comme base à la conception de ce vaste organisme, les sociétés mutualistes librement constituées et légalement reconnues.

Et pour la France ? Faut-il l'avouer, écrit M. Gauthier, la loi sur les retraites ouvrières et paysannes a fait jusqu'ici long feu. — Les résultats péniblement acquis au cours des derniers mois déroutent les moins prévenus par leur insignifiance — sur les 18 millions d'assurés prévus, moins de 3 millions ont adhéré à la loi ; 13 millions la boudent ou la repoussent.

D'un autre côté que voyons-nous en Belgique ?

Il suffit de comparer les situations d'avant à ceux d'après la loi. Il est intéressant de constater la progression constante des sociétés mutualistes intermédiaires entre le pensionné et l'État, ainsi que le nombre toujours croissant des livrets.

Années.	Mutualités intermédiaires.	Nombre de livrets.			Montant des versements.			Subvention de 2 francs aux mutualités.	Fonds des rentes en millions.
		Anciens livrets sur lesquels des versements ont été faits par les mutualités.	Inscrits par les mutualités.	En tout.	Mutualités.	Prime de l'État.	Totaux (militiens compris et isolés).		
1890	»	»	»	10,200	»	»	916,211	»	8.00
1895	147	5,089	2,978	30,500	113,033	29,976	2,354,079	»	15.00
1899	1,785	37,497	64,706	168,000	2,187,577	555,801	4,598,636	»	26.00
1900	3,327	94,105	134,476	300,000	2,705,431	1,086,480	5,121,056	411,136	31.00
1904	4,933	400,787	65,335	700,000	5,971,075	3,121,852	11,823,401	848,344	71.8
1906	5,400	470,000	72,800	858,000	7,200,000	3,700,000	13,706,891	1,000,000	100.00

Depuis 1903, on peut dire que l'accroissement annuel se traduit par une moyenne de 80,000 ; ces affiliés sont actuellement un million, chiffre rond.

En vain dira-t-on que la proportion des affiliations *ouvrières* va toujours en décroissant, qu'elle était de 63 p. c. en 1903, qu'elle n'est plus que de 43 p. c. en 1909, que les livrets inscrits au nom des enfants en âge d'école sont abandonnés après quelques années, voire quelques mois après la sortie.

Ce sont raisonnements et constatations de pessimistes qui n'ont jamais cru à la puissance de l'effort et de l'initiative personnelles.

Il y a lieu d'ailleurs de faire les plus expresses réserves sur la valeur de ses statistiques. Les statistiques sont généralement tendancieuses et n'arrivent que trop souvent à donner raison à ceux qui les invoquent pour défendre des thèses contraires.

Un fait incontestable reste établi, c'est l'accroissement considérable des affiliés à la caisse de retraite, dont le total est de plus d'un million, (exactement 1,150,000.

Avant de proposer une nouvelle loi de retraite, il faudrait que nous parvenions à nous dégager de l'idée fixe, de l'emballlement si on peut dire,

qui ne fait considérer que la *pension*; on devrait la remplacer par l'idée *secours dans le besoin*;

On devrait se convaincre que l'ouvrier qui veut se garantir contre la maladie, contre le chômage, l'invalidité et la vieillesse, doit s'imposer des sacrifices qu'il ne peut que difficilement réaliser et très rarement soutenir.

Une loi d'ensemble trouvant sa base dans les mutualités et venant au secours de l'ouvrier dans le besoin, le couvrant contre tous les risques, voilà la loi que nous devons appeler de tous nos vœux.

Il est illusoire de se bercer de l'espoir de la proposer et de la voter avant le mois de mai 1912. Ce que nous devons, ce que nous pouvons, c'est de ne pas faire cesser dès cette année les dispositions transitoires de la loi de 1900, c'est d'améliorer cette loi, notamment en ce qui concerne la notion du besoin, c'est ce que nous sommes appelés à faire par les propositions que nous examinons en ce moment.

La notion du besoin est reprise dans les deux propositions. Ce n'est évidemment pas par mesure transitoire qu'on pourra modifier ce texte.

Mais la section centrale attire l'attention sur les abus criants constatés dans l'application. On refuse ou on accorde la pension en invoquant les appréciations les plus diverses et quelquefois les moins justifiées.

La notion du besoin est définie par l'arrêté royal du 30 décembre 1902 :

Sont considérés comme se trouvant dans le besoin, d'après cet arrêté, ceux dont les ressources, mises en rapport avec leurs charges, sont ordinairement insuffisantes pour qu'ils puissent pourvoir à leur subsistance.

Pour apprécier l'état du besoin, il est tenu compte notamment :

En ressources :

1° Du salaire intégral de l'impétrant et de tout autre profit résultant de la profession qu'il exerce;

2° De la valeur en rente viagère de ses propriétés ou droits réels, de son cheptel et de ses épargnes;

3° Des subventions résultant de droits personnels, comme les pensions alimentaires;

4° Des secours de la bienfaisance publique et des caisses de prévoyance;

5° Du salaire intégral et de tous autres revenus de son conjoint et des enfants ou descendants habitant avec lui, qu'ils soient mariés ou non.

En charges :

1° De l'entretien du ménage selon la condition habituelle des ouvriers de la région et de la même profession, en considérant le nombre et l'âge des personnes qui composent la famille;

2° Des infirmités;

3° Du loyer, des impôts et des charges réelles.

En aucun cas ne seront considérés comme se trouvant dans le besoin, ceux dont les revenus atteignent 360 francs pour un vieillard et 600 francs pour des conjoints habitant ensemble.

Sont présumés ne pas se trouver dans le besoin, jusqu'à preuve du contraire dûment établie, ceux qui tiennent par eux-mêmes ou par personne interposée un débit de boissons.

Ne pourront être considérés comme se trouvant dans le besoin au point de vue de l'attribution de l'allocation de 65 francs :

1° Les personnes auxquelles une institution hospitalière ou un particulier fournit, soit dans un établissement ou ailleurs, le logement, la nourriture, le vêtement et le chauffage ;

2° Les prisonniers et les personnes retenues dans les maisons de réforme ou les dépôts de mendicité.

Si on peut dire que cet arrêté royal, dans son texte, contient tous les principes qui permettent d'établir une appréciation impartiale sur un cas déterminé, il n'en reste pas moins vrai que l'application en est souvent très critiquée.

De l'ensemble des observations qui parviennent de toutes parts, on peut conclure que ce qui est de nature à justifier les critiques, c'est le peu de latitude laissée aux comités de patronage.

Nul ne contestera que chaque demande peut donner lieu à une appréciation très différente. Il est certain que le comité a la connaissance plus particulière des faits; qu'il est plus à même d'apprécier le besoin de l'impétrant, et que, dès lors, sa décision ne devrait que très rarement être infirmée.

C'est le vœu unanime manifesté par les membres de la section et qu'ils soumettent à la bienveillante attention du chef du département. En réorganisant les comités de patronage, on devrait leur laisser la plus *grande latitude*; il n'est pas possible, en effet, de fixer par arrêté royal ce qu'il faut entendre par le besoin; c'est une question de fait dont on devrait laisser la responsabilité auxdits comités.

La section centrale estime que la proposition May touche au principe de la loi de 1900 et perd par là même son caractère de mesure provisoire.

L'amendement proposé en section centrale par le premier signataire et consistant à étendre le bénéfice de la loi à tous les Belges, n'est en réalité qu'une adhésion au principe inscrit dans la proposition Moeyersoen.

La section centrale, par quatre voix contre deux, rejette la proposition de M. May pour se rallier par quatre voix contre deux à la proposition Moeyerson.

Elle espère que la Chambre se ralliera à cette manière de voir.

Le Rapporteur,

ALP. VERSTEYLEN.

Le Président,

ALP. HARMIGNIE.

NOTE DE MINORITÉ

Les deux propositions ont en commun d'étendre au delà du terme fixé par la loi du 10 mai 1900, le bénéfice de la disposition transitoire de l'article 9 de cette loi. C'est un soulagement apporté à de nouvelles catégories de vieillards infortunés dont le nombre est considérable : en 1903, il y eut 22,221 demandes ; en 1904, 21,477 ; en 1905, 23,389 ; en 1906, 24,568 ; en 1907, 23,989 : ce qui paraît représenter une charge éventuelle par an de 1,200,000 francs à 1,400,000 francs. Qui oserait refuser ce sacrifice à la solidarité humaine ? Mais il faut que la transition soit aussi courte que possible ; il faut une solution prochaine, décisive, générale, par l'obligation de l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.

C'est ici qu'apparaît la seconde partie de l'une des propositions : elle étend ses dispositions à un quart de siècle. On allègue l'impuissance de la Chambre à résoudre ce grand problème actuellement, à raison de sa complexité et de l'étendue des débats éventuels. C'est favoriser davantage l'inertie de la Chambre qui, au lieu de multiplier les solutions fragmentaires, devrait être amenée à une solution organique. Ce projet, d'ailleurs, se relie au système de la loi de 1900, il s'y incorporera comme la loi de 1903, appelé ou destiné qu'il est à fortifier le système de la liberté subsidiée. C'est dès lors ce système tout entier qu'il faut encore livrer au débat, et c'est là qu'on revient par une logique inflexible. Voici, en effet, des calculs qui montrent ces rapports : en observant les résultats, on se demande comment on peut concevoir un vote d'urgence. A cinq ou dix ans d'intervalle la progression est insignifiante. La Chambre est-elle résolue à l'inaction pendant dix ans ?

HYPOTHÈSE DE LA PROPOSITION DE LOI.

Résultats des versements de 6 francs par an à capital abandonné dans les divers systèmes.

Age actuel de l'assuré	Nombre d'années de versements jusqu'à 65 ans.	Pension obtenue par les seuls versements de l'assuré à capital abandonné.	Supplément de pension dû aux subsides de la loi de 1903.	Avantage additionnel de la proposition actuelle.	Pension à 65 ans due aux versements de l'assuré et à la loi de 1903 seuls.	Pension due à la combinaison des versements ci-dessous plus les primes de la proposition de loi.	Participation totale de l'État dans ce système combiné avec la loi de 1903.
		FR.	FR.	FR.	FR.	FR.	FR.
62 ans	3	2.28	4.56	60	6.84	66.84	64.56
60 —	5	4.14	8.28	55	12.42	67.42	63.28
55 —	10	9.78	19.56	50	29.34	79.34	69.56
50 —	15	17.16	34.22	45	51.48	96.48	79.32
45 —	20	26.46	39.69	40	66.15	106.15	79.69
40 —	25	38.10	38.10	35	76.20	111.20	73.10

La liberté subsidiaire nous engage de plus en plus dans l'empirisme.

On voit à la fois dans le système de la liberté subsidiaire la loi de 1903 tenter de stimuler la prévoyance en graduant la prime selon la durée de l'effort, et le projet actuel présenter une progression décroissante. Le résultat le plus éloigné est bien faible encore, et la participation de l'État forcément inégalitaire. Doublez les versements de l'assuré et vous jugerez mieux encore de l'insuffisance du système, de ce qu'il promet aux artisans de notre prospérité qui ont atteint aujourd'hui la maturité de l'âge. Il n'y a pas de plaidoyer plus éloquent en faveur d'une révision complète, d'une intervention obligatoire du patronat, et d'une intervention de l'État large et égalitaire embrassant les assurés de tout âge. Voici les calculs où l'on doit combiner *trois systèmes de primes* sollicitant l'effort personnel, ils suffisent pour convaincre de l'incurable imperfection du système, à la fois au point de vue extensif et au point de vue intensif, c'est-à-dire quant à la généralisation et à la hauteur des pensions. Ceux qui seront appelés à jouir de ces pensions si insuffisantes laisseront derrière eux encore un vaste cortège de deshérités.

D'après le dernier rapport de la Caisse d'épargne, sur les 771,444 comptes adaptés, 248,979 sont ouverts à des affiliés de 40 ans et plus. Si l'on applique à ce chiffre la proportion de 49 p. c., il y en a 121,999 appartenant à des ouvriers. D'après la statistique de 1896, j'évalue à 215,672 le nombre des ouvriers et ouvrières de l'industrie et du travail à domicile ayant 40 ans et plus. Il en resterait donc 93,673 non assurés, et l'on ne parle pas ici des ouvriers agricoles, des ouvriers de transport ou du commerce. Les 215,672 ouvriers de 40 ans et plus du recensement de 1896 seraient aujourd'hui 252,408.

Voici donc quel serait le sort des affiliés dans une hypothèse qui dépasse hélas encore pour beaucoup la réalité.

SECONDE HYPOTHÈSE.

Résultats des versements annuels de 12 francs à capital abandonné.

Age actuel de l'assuré.	Complément des versements jusqu'à 12 francs par an (Loi du 10 mai 1900).			Rente des premiers 6 fr. (ci-dessus) loi de 1903 et projet.	Rente totale à 65 ans.	Participation totale de l'assuré.	Participation totale de l'Etat dans les deux hypothèses réunies.
	Rente due aux versements des derniers 6 francs de l'assuré.	Rente due aux subsides de l'Etat.	Total.				
62 ans.	2.28	1.37	3.65	64.56	70.49	4.56	65.93
60 —	4.14	2.48	6.62	67.42	74.04	8.28	65.76
55 —	9.78	5.87	15.65	79.34	94.99	18.56	75.43
50 —	17.16	10.29	27.45	96.48	123.93	34.32	89.61
45 —	26.46	15.88	42.34	106.15	148.49	52.92	95.57
40 —	38.10	22.86	60.96	111.20	172.16	76.20	95.96

En n'admettant que des dispositions transitoires, je souscris au projet de M. May, mais en écartant avec M. Moyersoen la qualité nécessaire d'ouvrier ou ancien ouvrier. Quel membre d'un comité de patronage n'a souffert de devoir refuser cette misérable allocation de 65 francs à d'autres vaincus de la vie? Quant au versement de 18 francs, je l'écarte en vertu de la même expérience. Il n'est pas de procédé ingénieux que n'aient conçu les Comités de patronage, pour aider les vieillards à satisfaire à cette prévoyance formaliste et sans but. On parle de la nécessité d'un sacrifice personnel, mais toute la vie du travailleur n'est-elle pas un sacrifice personnel, et la dette qui persiste n'est-ce pas celle de la solidarité collective? On parle aussi d'inégalité; elle est partout dans cette loi, les subsides étant proportionnés aux versements dans certaines limites, et les versements dépendant des ressources, et l'allocation de 65 francs étant refusée à tous les travailleurs autres que ceux compris dans l'article 9; le problème de la retraite des travailleurs de 40 ans et plus est devenu par là le plus angoissant et le moins soluble dans le système.

Que les versements de 18 francs restent ou non obligatoires pour obtenir la pension, il faudra cesser d'enserrer la notion du besoin dans des limites aussi étroites et aussi rigides que l'a fait l'arrêté royal en vigueur. Par exemple, il est constant qu'un grand nombre de Comités de patronage demandent des *minima* distincts pour les villes et les campagnes, la vie étant en général plus chère dans les villes qu'à la campagne. Des recherches comme celles de Rown Tree et celles que le *Board of trade* a fait accomplir en Belgique, montrant la complexité extrême de ces situations et même les inégalités entre les villes (1) tendent à justifier cette différence. D'autre part,

(1) *Report of an enquiry by the board of trade into working class, rents housing, and retail prices in the principal industrial towns of Belgium, 1910*, p. xx. — ROWN TREE, *Comment soulager la misère*, ch. XXVIII, surtout pages 392 et suiv.

le même revenu suffisant à la satisfaction des besoins essentiels de la vie pour les uns, sera insuffisant pour d'autres. Deux vieux époux ayant un enfant estropié, ou des petits enfants à soutenir seront condamnés à de dures privations avec un revenu de 600 francs, et cependant l'arrêté royal les prive de l'allocation de 68 francs.

Il faudrait restituer aux Comités de patronage l'interprétation du besoin, mais dans des conditions nouvelles. Il faut, évidemment, conjurer les abus contre lesquels le Gouvernement a réagi trop rigoureusement. Deux conditions le permettent : 1° Les Comités doivent être mieux documentés. Les dossiers sont souvent mal constitués par la faute des administrations communales. Les Comités devraient pouvoir gratuitement s'informer aux bureaux des hypothèques, et recevoir des extraits du cadastre. Les enquêtes à domicile doivent rester l'une des missions, des missions obligées des Comités.

2° Les Comités devraient, ici je suis heureux du concours unanime de la section, dans les conférences provinciales, s'entendre sur les bases de leur appréciation des besoins et adopter des règles communes, mais en tenant compte des conditions d'existence, du coût de la vie dans les mêmes régions, en distinguant, s'il y a lieu, les villes des campagnes. Les règles seraient dès lors plus flexibles et plus conformes à l'équité. Il faut donner aux Comités le droit de ne pas priver les hospitalisés de l'allocation de 68 francs. Sans doute ils ont le strict nécessaire, mais est-il humainement interdit de leur donner quelques parcelles de mieux-être ?

Pour faciliter le versement des 18 francs, les comités fondent souvent des mutualités, sans l'intervention desquelles des infortunés seraient dans l'impossibilité absolue d'effectuer leurs versements. Pourquoi ne pas permettre aux administrations charitables et aux communes de subventionner ces mutualités ? L'humanité commande ces mesures ; il ne peut être rationnel ni juste de les subordonner à une prévoyance qui n'a plus rien d'éducatif, et qui, au fond, est comme l'objet pieux d'une adoration stérile.

H. DENIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 FEBRUARI 1912.

1° Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 9 der wet op de ouderdomspensioenen.

2° Wetsvoorstel tot wijziging der wetten
van 10 Mei 1900 en 20 Augustus 1903 op de ouderdomspensioenen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

Door beide wetsvoorstellen wordt hetzelfde doel nagestreefd : het overgangstijdperk, bij artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 bedoeld, te verlengen.

De wet van 1900 verleende immers de toelage van 65 frank aan de arbeiders geboren tusschen 1 Januari 1843 en 31 December 1843, op voorwaarde dat zij in de Lijfrentekas stortingen van minstens 3 frank en tot een geheel bedrag van 18 frank hadden gedaan (3).

De arbeiders, van 55 tot 58 jaar oud, zagen dus hunne pogingen op dubbele wijze beloond, vooreerst door de gewone toelagen die de nuttige uitwerking van hunne stortingen moest vergrooten. Daarenboven werd die daad van voorzorg bij de wet erkend en beloond, aangezien het pensioen, door middel van de stortingen bekomen, met de vrijwillige toelage van 65 frank wordt vermeerderd.

(1) Wetsvoorstellen, n^o 169 (zittingsjaar 1910-1911) en 48.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heeren Van Marcke, Gillès de Pelichy, Melot, Denis, Versteylen, Moyersoën.

(3) Art. 9. — « Eene jaarlijksche toelage van 65 frank wordt verleend aan elken werkmán of oud-werkman die Belg is, eene verblijfplaats in België heeft, den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 Januari 1901 en in nood verkeert.

» Naarmate zij den ouderdom van 65 jaar bereiken, kunnen de werklíeden, die ten minste 55 jaar oud zijn op 1 Januari 1901, dezelfde toelagen genieten onder dezelfde voorwaarden; echter worden de belanghebbenden, die op dezen laatsten datum den ouderdom van 58 jaar niet bereikt hebben, van het voordeel der toelage uitgesloten, indien zij niet, gedurende een tijdperk van ten minste drie jaar, in de Algemeene Lijfrentekas stortingen hebben gedaan tot een bedrag van ten minste 5 frank 's jaars, in 't geheel 18 frank uitmakende. »

Het volstaat, een oogslag te werpen op de statistieken van de Algemeene Lijfrentekas om de overtuiging op te doen dat deze aanmoedigingen eene aansporing zijn geweest voor de binnen het aangegeven tijdperk geboren arbeiders.

Velen nochtans — die er op rekenden dat bedrieglijke beloften zich zouden bewaarheid hebben, en er zich aan verwachtten dat de wet weldra zou worden gewijzigd en het verleen van de 65 frank niet meer zou doen afhangen van eenige persoonlijke storting —, lieten den tijd voorbijgaan en verwaarloosden de eerste stortingen te doen.

De mutualiteiten ontvingen hunne klachten en maakten hunne bezwaren over.

Zonder de wet in hare grondbepalingen te wijzigen, was het mogelijk, aan de belanghebbenden voldoening te schenken door te doen verdwijnen het verlies van recht, doordat zij niet — ten minste drie jaar vóór den datum waarop zij 65 jaar oud zouden worden — de stortingen hadden begonnen. Zulks gebeurde door een omzendbrief van den Minister van Nijverheid en Arbeid van 15 December 1911, waarbij wordt beslist dat :

De in 1843, 1844 en 1845 geboren ouderlingen, die nog geene of slechts onvoldoende stortingen hebben gedaan in de Algemeene Lijfrentekas ten einde het bij artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 voorziene minimum van 18 frank te vestigen, zouden tot 10 December aanstaande gemachtigd zijn om bedoelde som ineens te storten of te volledig.

De stortingen, ingeschreven op den naam van deze aangeslotenen, zullen door de zorgen van de Algemeene Lijfrentekas over drie jaren worden verdeeld.

De door gezegde kas afgeleverde bewijsschriften zullen niet altijd vermelden dat het minimum van 18 frank werd gevestigd overeenkomstig de voorschriften van de wet : dikwijls zullen zij enkel het bedrag en den datum van de verschillende stortingen vermelden —, elk geval zal alsdan aan een bijzonder onderzoek moeten onderworpen worden.

Eene som van 18 frank, in 1910 gestort, zal, alzoo, over de jaren 1909, 1910 en 1911 worden verdeeld, en de toelage zal in 1912 kunnen worden verleend.

Eene storting van 18 frank, in 1911 ineens gedaan, zal over de jaren 1910, 1911 en 1912 worden verdeeld en zal kunnen ingeroepen worden om eene aanvraag tot toelage voor 1913 te staven.

Hij, die 6 frank zal hebben gestort in 1910 en 12 frank in 1911, zal in 1912 de toelage bekomen ; de storting van 6 frank wordt alsdan verdeeld over de jaren 1908 en 1910.

Deze opsomming is niet beperkend. In de twijfelachtige gevallen zijn de Comiteiten altijd vrij, zich te beroepen op het Departement alvorens een besluit te nemen.

Het overgangsstelsel wordt door dezen omzendbrief ongetwijfeld verbeterd, doch alleen zij, die zich reeds in de bij de wet voorziene ouderdomsvoorwaarden bevonden, worden daardoor bevoordeeld ; de overigen, die welke, na 1845 geboren zijn, bleven er buitengesloten.

Deze feiten nagaande, rijzen twee vragen op :

Handelde de wetgever goed door het overgangstijdperk te doen eindigen op den datum die in de wet is vermeld?

Indien hij — in overeenstemming met de beginselen der wet — goed handelt, de vrijwillige toelage te beperken tot hen die niet meer in staat waren door zich zelven dit pensioen te vormen, moet hij dan geene rekening houden met de min of meer groote moeilijkheden welke de belanghebbenden kunnen ontmoeten?

En diende hij de belangrijkheid der toelage niet te doen toenemen naar evenredigheid van den ouderdom der bezitters van het boekje?

Wij zullen in staat zijn, op deze twee vragen te antwoorden na het onderzoek van de voorstellen onderworpen aan de afdeeling.

* * *

De ondertekenaars van de twee voorstellen, die aan de Middenafdeeling zijn onderworpen, schijnen van oordeel, dat het overgangstijdperk te kort is en dat het dringend is hetzelfde tot eene nieuwe reeks van ouderlingen uit te breiden.

De arbeider, tusschen 1843 en 1845 geboren, ziet zijn pensioen met eene som van 65 frank vermeerderd, terwijl de arbeider, die in 1846 is geboren, niets meer ontvangt en slechts op zijn eigen kracht kan steunen. Wil hij zich een pensioen verschaffen, gelijk aan dat van zijn één jaar ouderen gezelschap, dan zal hij zich eene opoffering moeten getroosten, welke hij meesttijds niet zal kunnen verwezenlijken.

Van 1900 af deed men opmerken dat de juiste datum, bepaald voor het verleenen van deze in de overgangsbepaling vermelde toelage van 65 frank, niet zou kunnen wederstaan aan den aanval van hen die de stortingen, waarvan de wet het verleenen der toelage deed afhangen, niet wilden of konden doen.

Door eenigen werd beweerd, dat zelfs het beginsel der wet door deze toelage werd aangetast. Zij voorzagen dat het verleenen van dit kosteloos pensioen aan personen die daarvoor niets hadden gedaan, diegenen zou ontmoedigen, welke het hunne zouden willen bijdragen om zich een pensioen te verschaffen.

Daarop steunden zij die, bestrijders van het beginsel der wet en voorstanders van het verplichtend kosteloos pensioen, beweerden dat de Staat gehouden was aan de arbeiders een pensioen te verleenen, en dat het beginsel van de vrijwillige toelage, hetwelk in de overgangsbepaling was vermeld, slechts een eerste stap was tot de algemeene kosteloosheid ten laste van den Staat en van de werkgevers.

Het is blijkbaar voor al wie zich werkdadig heeft beziggehouden met het doen kennen, waardeeren en toepassen der wet van 1900, dat deze bezwaren tot grondslag dienden aan gansch de bewijsvoering van de bestrijders der wet van 1900, en dat velen dergenen, welke verwaarloosden gebruik te maken van de in de wet geschreven voordeelen, daartoe door deze geschillen getrokken of aangelokt waren.

Aangezien, anderdeels, de in 1844 en 1845 geboren aangeslotenen ten getale waren van 42,682, is het blijkbaar, dat het vooruitzicht op de toelage van 65 frank invloed heeft uitgeoefend op vele arbeiders en hen heeft aangezet om de poging te doen welke, de wet van hen vroeg.

Het eenig artikel van het voorstel uitgaande van den heer May luidt :

« Eene jaarlijksche toelage van 65 frank wordt verleend aan elken werkman of oud werkman die Belg is, eene verblijfplaats in België heeft, den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt en in nood verkeert. »

De ondertekenaars van het voorstel behouden de hoegrootheid van de toelage, het begrip van handwerker en het begrip van nood.

Voor de afdeelingen gebracht, werd dit voorstel om de hierboven vermelde redenen bestreden. Men deed aanmerken dat, door de wet enkel en alleen toepasselijk te maken op de arbeiders, men slechts de handwerkers ter hulp komt. Dat is niet rechtvaardig, vermits er in al de beroepen armoe-dige menschen zijn die in ruime mate belangstelling verdienen. Door, anderdeels, het voordeel van de wet te beperken tot hen, die in 1845 zijn geboren, geeft men aan dezen een voorrecht dat geene reden van bestaan heeft en door niets wordt gewettigd.

Door, eindelijk, de voorwaarde af te schaffen waarbij de rechthebbers die van 1843 tot 1845 zijn geboren, verplicht worden, binnen drie jaar, 18 frank te storten in de Lijfrentekas, verondersteld het, dat men afziet van het beginsel der geleidelijke vervanging door den onderstand, door de gansch vrijwillige giften van den Staat bij het vestigen der pensioenen door de verzekering en van de voorzorg.

Dit voorstel werd verworpen door vier afdeelingen op zes.

Het voorstel van den heer Moyersoen werd rechtstreeks verwezen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het voorstel des heeren May; het luidt :

« Eene jaarlijksche toelage van 65 frank wordt verleend *aan alle Belgen* die eene verblijfplaats in België hebben, vóór 1 Januari 1843 zijn geboren en in nood verkeerden.

» Zij die, geboren tusschen 1 Januari 1843 en 31 December 1845, in de Algemeene Lijfrentekas stortingen hebben gedaan tot een bedrag van ten minste 3 frank 's jaars, in 't geheel 18 frank uitmakende, kunnen dezelfde toelage genieten onder dezelfde voorwaarden.

» Eene jaarlijksche toelage wordt insgelijks verleend aan alle Belgen die, geboren na 31 December 1845 en vóór 1 Januari 1871, voldoen aan dezelfde vereischten van verblijf en behoefte.

» Zij wordt hun toegekend op den leeftijd van 65 jaar op voorwaarde dat zij, sedert het loopende jaar, in de Algemeene Lijfrentekas regelmatige jaarlijksche stortingen van ten minste 6 frank hebben gedaan.

» Deze toelage bedraagt 65 frank voor de personen geboren tusschen 1 Januari 1846 en 31 December 1849;

» 60 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1850 en 31 December 1853;

» 55 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1854 en 31 december 1857;

» 50 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1858 en 31 December 1861;

» 45 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1862 en 31 December 1865;

» 40 frank voor die geboren tusschen 1 Januari 1866 en 31 December 1869;

» 35 frank voor die geboren in 1870.

» Zij wordt verminderd met 3 frank voor elkder jaren gedurende welke bovenstaande voorgeschreven storting niet werd gedaan. »

Dit voorstel is van meer algemeen aard, in deze beteekenis dat het geen onderscheid onder de Belgen maakt.

Al wie in nood verkeert is geroepen om er van te genieten.

*
* *

Door sommige leden werd het nut betwist, voorloopige oplossingen goed te keuren, vooral — zegden zij — indien dit — zooals het voorstel van de heeren Moeyersoen C. S. — van aard is om een stelsel van een onbepaalden tijdduur in te voeren. Zooals zich thans de kwestie voordoet, komt het voor dat een flinke poging vanwege de Kamer zou volstaan om eene definitieve wet te doen aannemen.

Wij denken dat men zulks niet mag verwachten. Bij het naderen eener Kamerontbinding, wanneer eindeloze besprekingen beletten dat zelfs de Begrotingen op ernstige wijze worden behandeld, kan men op zulke poging niet rekenen.

Mocht men nog met waarheid zeggen dat men het eens is over de grondbeginselen eener nieuwe wet; doch daar zijn we nog ver van af!

Het volstaat daartoe, de verschillende voorstellen te lezen, welke bij de Kamer zijn overgelegd.

Wij willen enkel terloops wijzen op het voorstel Warocqué-Boël waarvan reeds werd gewaagd bij de behandeling van de wet tot regeling van de pensioenen der mijnwerkers.

De achtbare heer May, zich beroepende op het nationale klassegevoel, stelde op 31 Maart 1911 voor, aan elk Belgisch onderdaan, die zekere voorwaarden van verblijf en zedelijkheid vervult, 65 jaar oud is en wiens inkomen niet 360 frank overtreft, ten laste van de Schatkist een jaarlijksch pensioen van 360 frank te verleen.

Door de dagbladen vernemen wij dat er een voorstel bestaat uitgaande van het initiatief der heeren de Lalieux, de Wouters, Huyshauwer, C. S. waarbij een pensioenstelsel wordt ingevoerd ten bate van al de arbeiders en arbeidsters door middel van verplichte stortingen die niet minder mogen bedragen dan 12 frank noch 2 t. h. van de dagloon.

Het eerste voorstel huldigt het stelsel van het kosteloos pensioen; het gaat blijkbaar uit van de Engelsche wet van 1908.

Het tweede is gegrond op de verplichting en behoudt de tusschenkomst van den Staat, van den werkgever en van den arbeider.

Deze beginselen moeten onvermijdelijk tot zeer lange besprekingen aanleiding geven.

Bij de wet van 1900 werd deze verplichting alleen aan den Staat opgelegd. Zij huldigt den plicht van solidariteit voor de gemeenschap, den Staat; zij wil den arbeider en den werkgever vrij laten. Zij houdt rekening met de opleiding der voorzorg, en zij hechtte een groot belang aan de persoonlijke pogingen die van zuiver verzedelikkenden aard zijn. Zij wil deze pogingen aanmoedigen.

Met het kosteloos stelsel, met de verplichting maakt men elk persoonlijke poging onmogelijk, men mist het verzedelikkend doel.

Velen zullen er zich enkel bij aansluiten, wanneer het op afdoende wijze zal zijn bewezen, dat de gesubsidieerde vrijheid niet mogelijk is.

Is deze onmogelijkheid bewezen of kan zij het worden?

Kan men bevestigen dat er thans in de Kamer eene meerderheid wordt gevonden, welke bepaaldelijk de van kracht zijnde wet van 1900 veroordeelt? Wij denken het niet.

Weliswaar kan men zeggen dat de wet niet al de uitslagen opleverde, welke men terecht van haar verwachtte, doch daarom is men niet gemachtigd hare weldoende voordeelen te loochenen.

Het voorbeeld van de andere landen stelt ons op onze hoede tegen vóór-oordeelen.

Werd het ontwerp, dat in Nederland, met zooveel moeite werd voorbereid door eene Regeering die het voorbeeld van Duitschland dacht te kunnen navolgen, niet door de openbare denkwijze ten gronde gebracht?

In Zwitserland zien wij den triomf van de vrij ingerichte mutualiteit door de wet van 13 Juni 1911 gehuldigd.

In Engeland was de proefneming niet voordeelig aan de radicale wet van 1908 en hetzelfde Ministerie, dat deze weldadigheidswet deed aannemen, stelt eene nieuwe wet voor, die al de vakken der voorzorg omvat en tot grondslag legt van deze uitgebreide inrichting : de vrij opgerichte en wet-telijk erkende maatschappijen van onderlingen bijstand.

En voor Frankrijk? Moet men bekennen, schrijft de heer Gauthier, dat de wet op de pensioenen voor nijverheids- en veldarbeiders tot hiertoe mislukte? Door hunne onbeduidendheid worden de minst vooringenomenen wegens de in den loop der laatste maanden, op pijnlijke wijze, verkregen uitslagen in verlegenheid gebracht; — op 18 miljoen voorziene verzekerden, sloten er zich min dan 3 miljoen bij de wet aan; 15 miljoen pruilen tegen de wet of verstooten ze.

Wat gebeurt er anderzijds in België?

Het is voldoende, de toestanden vóór de wet te vergelijken met die welke daarna zijn ontstaan. Het is niet zonder belang, den aanhoudenden vooruitgang vast te stellen van de maatschappijen van onderlingen bijstand die den overgang uitmaken tusschen den gepensionneerde en den Staat, evenals het gedurig toenemen der spaarboekjes.

Jaar.	Tusschenkomende mutualiteiten.	Getal spaarboekjes.			Bedrag der stortingen.			Tegenwoordiging van 2 frank aan de mutualiteiten.	Rentebedrag in miljoenen uitgedrukt.
		Oude spaarboekjes waarop stortingen werden gedaan door de mutualiteiten.	Door de mutualiteiten ingeschreven.	In 't geheel.	Mutualiteiten.	Premie van den Staat.	Totalen (dienstplichtigen en afzonderlijken inbegrepen).		
1890	»	»	»	10,200	»	»	916,244	»	8.00
1895	147	5,089	2,978	30,500	113,033	29,976	2,354,079	»	15.00
1899	1,785	37,497	64,706	168,000	2,187,577	555,801	4,598,636	»	26.00
1900	3,327	94,105	134,476	300,000	2,705,431	1,086,480	5,121,056	414,136	31.00
1904	4,933	400,787	65,335	700,000	5,971,075	3,121,852	11,823,401	848,344	71.8
1906	5,400	470,000	72,800	858,000	7,200,000	3,700,000	13,706,894	1,000,000	100.00

Men kan zeggen dat, sedert 1903, de jaarlijksche aangroei gemiddeld 80,000 beloopt; in rond getal zijn deze aangeslotenen thans een miljoen sterk.

Teveergeefs zal men aanvoeren dat de evenredigheid van de aansluitingen der *werklieden* gedurig afneemt, dat zij in 1903 63 t. h. en in 1909 nog enkel 45 t. h. bedroeg, dat de spaarboekjes ingeschreven op naam van kinderen, die den schoolouderdom hebben bereikt, eenige jaren, ja zelfs eenige maanden na hunne afgifte niet werden voortgezet.

Dit zijn redeneeringen en waarnemingen van pessimisten die nooit vertrouwen stelden in de macht van de persoonlijke poging en ondernemingsgeest.

Slechts onder het meest uitdrukkelijke voorbehoud mag men de waarde dezer statistieken aannemen. De statistieken hebben in 't algemeen eene bepaalde strekking en maar al te dikwijls dienen zij om gelijk te geven aan wien ze inroept om tegenstrijdige stellingen te verdedigen.

Een onbetwistbaar feit blijft vastgesteld: 't is de aanzienlijke vermeerdering van de aangeslotenen bij de Lijfrentekas; het getal overschrijdt een miljoen (juist getal: 1,450,000).

Alvorens eene nieuwe pensioenwet voor te stellen, zou men zich moeten ontdoen van het dwangdenkbeeld, de dwaze ingenomenheid — als men zoo mag spreken — waardoor men enkel het *pensioen* beoogt; men zou het moeten vervangen door de gedachte: *hulp in nood*.

Men zou zich moeten overtuigen dat de werkman die zijn voorzorg wil nemen tegen de ziekte, tegen de invaliditeit en den ouderdom, zich opofferingen moet getroosten, welke hij slechts moeilijk kan verwezenlijken en zelden volhouden.

Wij zouden van ganscher harte moeten verlangen naar eene algemeene wet gegrond op de mutualiteiten en die den in nood verkeerden werkman ter hulp komt en hem tegen elk gevaar behoedt.

Men bedriegt zich, zoo men denkt soortgelijke wet vóór Mei 1912 nog te kunnen voorstellen en te doen aannemen. Wij moeten er voor zorgen — en dat kunnen wij — dat de overgangsbepalingen der wet van 1900 dit jaar niet ophouden van kracht te zijn, dat deze wet wordt verbeterd, vooral wat

betreft het begrip van den nood, en daartoe zijn wij geroepen door de voorstellen welke wij thans onderzoeken.

In beide voorstellen is het begrip van den nood opgesloten. Voorzeker kan men dezen tekst niet door een overgangsmaatregel wijzigen.

Doch de Middenafdeeling vestigt de aandacht op de schreeuwende misbruiken welke bij de toepassing werden waargenomen. Het pensioen wordt geweigerd of verleend dewijl men daartoe de meest onderscheiden en soms de minst gewettigde opvattingen aanvoert.

Het begrip van den nood werd bepaald bij koninklijk besluit van 30 December 1902 :

Volgens dit besluit (1) « worden aanzien als in nood verkeerende, degenen, wier bestaanmiddelen, met hunne lasten vergeleken, gewoonlijk ontoereikend zijn om in hun onderhoud te kunnen voorzien.

» Om over de behoefte te oordeelen, wordt er voornamelijk in aanmerking genomen :

» Aangaande de bestaanmiddelen :

» 1° Het volle loon van den aanvrager en elk ander voordeel dat hij geniet door het uitoefenen van zijn beroep ;

» 2° De waarde, uitgerekend in lijfrente, van zijn eigendommen of zakelijke rechten, van zijn vee en van zijne spaarpenningen ;

» 3° De bijwinsten, die voortspruiten uit persoonlijke rechten, zooals het jaargeld tot onderhoud ;

» 4° De onderstand der openbare weldadigheid en der verzorgingskassen ;

» 5° Het volle loon en alle andere inkomsten van zijn echtgenoot en van zijne kinderen of afstammelingen die met hem inwonen, 't zij dat deze getrouwd zijn of niet.

» Aangaande de lasten :

» 1° Het onderhoud des huisgezins, volgens de gewone levenswijze der werklieden van de streek en van hetzelfde beroep, mits in rekening te brengen het getal en den ouderdom der personen, die het huisgezin uitmaken ;

» 2° De gebrekkelijkheden ;

» 3° De huurprijs, de belastingen en de zakelijke lasten.

» In geen geval kunnen aanzien worden als in nood verkeerend, zoolang het tegenovergestelde niet stellig bewezen is, degenen die zelve of door middel van eenen aangestelden persoon eene dranksluiterij houden.

» Kunnen niet aanzien worden als in nood verkeerend, voor het toekennen der toelagen van 65 frank :

» 1° De personen aan welke eene liefdadigheidsinrichting of een bijzondere, hetzij in een gesticht, hetzij elders, woonst, voedsel, kleederen en verwarming verschaft ;

» 2° De gevangenen en de personen in toevluchtshuizen of bedelaarsgestichten opgesloten. »

Indien men kan zeggen dat de tekst van dit koninklijk besluit al de

(1) Uit het *Staatsblad*, 31 Dec. 1902, bl. 6214 en vgd.

beginselen omvat welke toelaten over een bepaald geval een onpartijdig oordeel te vellen, blijft het niettemin waar dat de toepassing er van dikwijls tot vele bezwaren aanleiding geeft.

Uit de opmerkingen die van alle zijden toekomen, kan men besluiten dat deze bezwaren hierdoor gewettigd zijn dat aan de beschermingscomiteiten zoo weinig vrijheid van handelen wordt gelaten.

Het zal door niemand worden betwist dat elke aanvraag op eene verschillende wijze kan beoordeeld worden. Ongetwijfeld is het Comité beter op de hoogte van de feiten; het is meer bevoegd om over de behoefte van den verkrijger uitspraak te doen en, derhalve, zou zijne uitspraak slechts zeer zelden mogen afgewezen worden.

Al de leden van de Afdeeling drukten eenparig dezen wensch uit en vestigen daarop de welwillende aandacht van den Minister. Wanneer men de beschermingscomiteiten zal herinrichten, zou men hun eene *grootere vrijheid van handelen* moeten verzekeren; het is, inderdaad, niet mogelijk, bij Koninklijk besluit te bepalen wat men moet verstaan door de behoefte; dat hangt af van de omstandigheden, en men moet hieromtrent de verantwoordelijkheid laten aan gezegde Comiteiten.

De Middenafdeeling is van gevoelen dat het voorstel May het beginsel der wet van 1900 raakt en daardoor zijn aard van voorloopigen maatregel verliest.

Het door den eersten onderteekenaar in de Middenafdeeling voorgesteld amendement, waarbij het voordeel der wet tot al de Belgen wordt uitgebreid, is eigenlijk slechts eene toetreding tot het beginsel dat in het voorstel Moyersoen ligt opgesloten.

Met vier stemmen tegen twee verwerpt de Middenafdeeling het voorstel van den heer May en neemt zij het voorstel Moyersoen aan.

Zij hoopt dat de Kamer tot deze zienswijze zal toetreden.

De Verslaggever,

ALP. VERSTEYLEN.

De Voorzitter,

ALP. HARMIGNIE.



(10)

NOTA VAN DE MINDERHEID.

Beide voorstellen hebben dit gemeen, dat zij het voordeel van de overgangsbepaling van artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 verlengen tot na den termijn, door die wet bepaald. 't Is een hulpmiddel ten bate van nieuwe klassen van ongelukkige bejaarde lieden wier getal aanzienlijk is; in 1903 werden 22,221 aanvragen ingediend; in 1904, 21,477; in 1905, 23,389; in 1906, 24,568; in 1907, 25,989, wat een eventueele jaarlijksche last schijnt te voorspellen van 1,200,000 tot 1,400,000 frank. Wie zou deze opoffering durven weigeren aan de menschelijke solidariteit? Doch het is noodig dat de overgang zoo kort mogelijk zij, dat eene spoedige, beslissende en algemeene oplossing tot stand kome door de verplichte verzekering tegen ouderdom en invaliditeit.

Hier geldt het tweede gedeelte van een der voorstellen : de bepalingen daarvan zullen van kracht zijn gedurende een kwart eeuws. Men beweert dat de Kamer onmachtig is, dit groote vraagstuk thans op te lossen, omdat het zoo ingewikkeld is en te lange debatten zou vergen. Men zet aldus de Kamer aan in hare werkloosheid te volharden, terwijl men haar tot eene organieke oplossing zou moeten leiden in stede het vraagstuk stuksgewijze op te lossen. Overigens, dit ontwerp sluit zich aan bij het stelsel der wet van 1900, het dringt er zich in, zooals de wet van 1903, daar het geroepen of bestemd is tot de versterking van het stelsel der geldelijk gesteunde vrijheid. Derhalve moet gansch dit stelsel aan het debat overgeleverd worden, en daartoe wordt men teruggebracht door eene onwrikbare logica. Inderdaad, ziehier berekeningen waaruit deze verhoudingen blijken : bij het nagaan der uitkomsten vraagt men zich af hoe men eene dadelijke stemming kan begrijpen. Op een tijd van vijf of tien jaar is de toeneming onbeduidend.

Is de Kamer besloten tot werkloosheid gedurende tien jaar?

ONDERSTELLING VAN HET WETSVOORSTEL.

Uitslagen der jaarlijksche stortingen van 6 frank met afstand van kapitaal, in de verschillende stelsels.

Huidige leeftijd van den verzekerde.	Getal jaren der stortingen tot 65 jarigen leeftijd.	Pensioen verkregen enkel door middel der stortingen van den verzekerde met afstand van kapitaal.	Aanvullend pensioen voortkomende van de toelagen der wet van 1903.	Bijkomend voordeel uit het huidig wetsvoorstel.	Pensioen op 65 jarigen leeftijd verkregen door middel van de stortingen van den verzekerden tengevolge van de wet van 1903.	Pensioen voortspruitende uit de vereenigde hieronder vermelde stortingen, met inbegrip van de premien van het huidig wetsvoorstel.	Geheele bijdrage van den Staat in dit stelsel, verbonden met de wet van 1903.
		FR.	FR.	FR.	FR.	FR.	FR.
62 jaar	3	2.28	4.56	60	6.84	66.84	64.56
60 —	5	4.44	8.28	55	12.42	67.42	63.28
55 —	10	9.78	19.56	50	29.34	79.34	69.56
50 —	15	17.16	34.22	45	51.48	96.48	79.32
45 —	20	26.46	39.69	40	66.15	106.15	79.69
40 —	25	38.40	38.40	35	76.20	111.20	73.40

Door de geldelijk gesteunde vrijheid gaan wij den weg van het empirisme steeds meer op.

In het stelsel der geldelijk gesteunde vrijheid tracht de wet van 1903 den voorzorgsgeest aan te sporen door de premie te verhoogen naargelang van den duur der poging; tevens huldigt het huidig wetsvoorstel eene afnemende verhouding. De verst afgelegene uitslag is nog zeer gering en 's Rijks bijdrage noodzakelijkerwijs ongelijkmatig. Wanneer men de stortingen van den verzekerde verdubbelt, springt het nog duidelijker in 't oog dat dit stelsel ontoereikend is en al te weinig voordeel verstrekt aan de bewerkers van onzen voorspoed, die thans een rijpen leeftijd hebben bereikt. Niets pleit uitdrukkelijker ten gunste van eene gansche herziening, van eene verplichte tusschenkomst der werkgevers, van eene ruime en gelijkmatige tusschenkomst van den Staat geldende voor de verzekerden van elken leeftijd. Hier volgen de berekeningen waarbij men *drie premiën-stelsels*, welke de persoonlijke bijdragen uitlokken, moet doen samengaan; zij volstaan om ons te overtuigen van de onverbeterlijke onvolledigheid van het stelsel ten aanzien van zijne uitbreidings- en zijne innerlijke kracht, met andere woorden, ten aanzien van de algemeenmaking en het bedrag der pensioenen. Zij, die eensdaags van die zoo ontoereikende pensioenen zullen genieten, zullen nog een langen stoet onderfden achter zich laten.

Volgens het laatste verslag der Spaarkas gelden er, van 771,444 rekeningen, 248,979 voor aangeslotenen van 40 jaar en daarboven. Past men op dit cijfer de verhouding van 49 t. h. toe, dan zijn er 121,999 voor werklieden. Volgens de statistiek van 1896, raam ik op 215,672 het getal nijverheidsarbeiders en nijverheidsarbeidsters, alsmede het getal huisarbeiders en huisarbeidsters van 40 jaar en daarboven. Er zouden bijgevolg 93,673 niet erzekerde arbeiders zijn; dan blijven er nog de veldarbeiders, de arbeiders

ders bij vervoer- of handelsondernemingen. Het getal 215,672 werklieden van 40 jaar en daarboven bij de telling van 1896 zou nu geklommen zijn tot 252,408.

Onder die omstandigheden zou de toestand der aangeslotenen in eene veronderstelling, welke, eilaas! de werkelijkheid nog voor velen te boven gaat, de volgende zijn :

TWEEDE ONDERSTELLING.

Uitslagen der jaarlijksche stortingen van 12 frank met afstand van kapitaal.

Huidige leeftijd van den verzekerde.	Aanvullende stortingen tot 12 frank per jaar (Wet van 10 Mei 1900 .			Rente der eerste 6 frank (zie hierboven) wet van 1903 en ontwerp.	Algeheele rente op 65 jaar.	Gezamenlijke storting van den verzekerde.	Gezamenlijke stortingen van den Staat in de twee onder- stellingen te zamen.
	Rente verkregen door de stortingen der laatste 6 fr. van den verzekerde.	Rente verkregen door de toelagen van den Staat.	Te zamen.				
62 jaar.	2.28	1.37	3.65	64.56	70.49	4.56	65.93
60 —	4.14	2.48	6.62	67.42	74.04	8.28	65.76
55 —	9.78	5.87	15.65	79.34	94.99	18.56	75.43
50 —	17.16	10.29	27.45	96.48	123.93	34.32	89.61
45 —	26.46	15.88	42.34	106.15	148.49	52.92	95.57
40 —	38.10	22.86	60.96	111.20	172.16	76.20	95.96

Slechts overgangsbepalingen aannemende, sluit ik mij aan bij het wetsvoorstel van den heer May, doch met den heer Moyersoen wil ik niet weten van het vereischte, werkman te zijn of te zijn geweest, Waar is het lid van een beschermingscomiteit, wien het niet griede die ellendige gift van 65 frank te moeten weigeren aan andere slachtoffers van den strijd om het leven? Ook de storting van 18 frank wijs ik van de hand om dezelfde onder-vinding. Alle vernuftige middelen worden door de beschermingscomiteiten uitgedacht, opdat de bejaarde lieden die doellooze schijn-voorzorg zouden volbrengen. Men beweert dat er persoonlijke opoffering moet zijn, maar is niet het gansche leven van den werkman eene persoonlijke opoffering en is de blijvende schuld niet die der maatschappelijke broederliefde? Men spreekt ook van ongelijkheid; die wet is er van doorspekt : immers de toelagen zijn in de verhouding tot de stortingen binnen sommige grenzen, de stortingen hangen af van de geldmiddelen en de tegemoetkoming van 65 frank wordt geweigerd aan alle andere arbeiders dan die voorzien bij artikel 9; het vraagstuk van het pensioen der werklieden van 40 jaar en daarboven werd daardoor het pijnlijkst en het moeilijkst om op te lossen in dat stelsel.

De stortingen van 18 frank mogen al of niet verplicht blijven om het pensioen te bekomen; toch zal men moeten ophouden, het begrip « nood » te beperken binnen zulke enge en zulke strenge grenzen als gedaan werd door het bestaande koninklijk besluit. Het is, bijvoorbeeld, algemeen gekend dat talrijke Beschermingscomiteiten verschillende mini-

mums vergen voor de steden en voor het platteland, daar het leven over 't algemeen duurder is in de stad dan op den buiten. Met de opzoekingen als die van Rown Tree en die waartoe het *Board of trade* deed overgaan in België, blijkt hoe uiterst veelzijdig die toestanden zijn, zelfs het verschil tusschen de steden (1) strekt er toe, dat verschil te wettigen. Anderdeels zal dezelfde inkomst, die toereikend is voor de hoofdzakelijke behoeften van het leven voor de eenen, ontoereikend zijn voor anderen. Twee oude echtgenooten met een gebrekkelijk kind of met kleinkinderen aan wie zij onderstand verschuldigd zijn, zullen tot zware ontberingen verplicht zijn met eene inkomst van 600 frank, en nochtans ontkent het koninklijk besluit hun de tegemoetkoming van 65 frank.

Men zou de Beschermingscomiteiten opnieuw moeten laten oordeelen over den nood, doch op eene andere wijze. Men moet voorzeker de misbruiken bestrijden, die de Regeering al te streng te keer ging. Onder twee voorwaarden zou dit kunnen geschieden : 1^o De Comiteiten moeten beter worden ingelicht. De dossiers zijn dikwijls slecht samengesteld door de schuld van de gemeentebesturen. De Comiteiten zouden kosteloos inlichtingen moeten kunnen nemen op het hypotheekkantoor en uittreksels uit het kadaster ontvangen. Het onderzoek ten huize zou de taak, de verplichte taak van de Comiteiten moeten blijven.

2^o De Comiteiten zouden moeten — en hier stel ik met genoegen de eenstemmigheid van de afdeeling vast — het eens worden in de provinciale conferentiën over de grondslagen van hun oordeel omtrent de behoeften en gemeene regelen aannemen, doch tevens rekening houden met de levensvoorwaarden, de levenskosten in dezelfde streken, bij voorkomend geval een onderscheid maken tusschen stad en dorp. Dan zouden de regelen leniger zijn en meer strooken met de billijkheid. Men moet aan de Comiteiten het recht geven, de verpleegden niet te berooven van de tegemoetkoming van 65 frank. Zij hebben weliswaar wat volstrekt noodig is, doch is het menschelijk te verbieden hun eenige brokjes beter leven toe te steken?

Om de storting van 18 frank te vergemakkelijken, ijstichten de comiteiten soms mutualiteiten zonder wier tusshenkomst ongelukkigen in de volstrekte onmogelijkheid zouden verkeeren, hunne stortingen te doen. Waarom niet toegelaten aan liefdadige instellingen en aan de gemeenten, deze mutualiteiten geldelijk te steunen? De menschlievendheid schrijft deze maatregelen voor; het kan noch redelijk noch billijk zijn, ze te onderwerpen aan eene voorzichtigheid die geene opvoedende kracht heeft en die eigenlijk als het vrome voorwerp is van eene ijdele aanbidding.

H. DENIS.

(1) *Report of an enquiry by the board of trade into working class, rents housing, and retail prices in the principal industrial towns of Belgium, 1910, bl. xx. — ROWN TREE, Comment soulager la misère, hoofdst. XXVIII, vooral bl. 392 en vlg.*